

<http://www.pressegauche.org/L-Assemblee-nationale-a-repris-ses-travaux>



Point de mire du 4 décembre 2018

Vivre dans un monde de migrant-e-s

- Politique québécoise - Points de mire -



Date de mise en ligne : jeudi 6 décembre 2018

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Dans ces points de mire, Presse-toi à gauche présente synthétiquement des éléments d'analyses d'articles publiés dans l'édition de la semaine et explicite ses partis-pris sur les points d'actualité et les débats en cours. Points de mire, pour bien marquer où nous voulons en venir !

L'Assemblée nationale a repris ses travaux pour une brève période, ce qui n'a pas empêché la CAQ de faire une nouvelle démonstration de son double langage. [Sol Zanetti explique](#) en quoi les déclarations du gouvernement sur le 3e lien et le développement durable, concept fourre-tout que les élites nous lancent au visage lorsqu'elles veulent faire preuve de bonnes intentions en matière d'environnement. De prétendre que construire un nouveau pont reliant les rives nord et sud de la région de la Capitale constitue une mesure de lutte aux changements climatiques représente une insulte à notre intelligence. Le député de Jean-Lesage insiste sur l'importance de la « *bonne foi* » pour un.e élu.e, mais que souvent dans les discours à l'Assemblée nationale, il y a « *un grand écart entre les gestes et les paroles.* » Il déplore l'utilisation d'oxymore, l'alliance de deux mots aux sens contraires dans un même discours. Il fait ainsi référence à la combinaison 3e lien et développement durable. À lire.

[La Coalition luttant pour une hausse du salaire minimum à 15\\$ de l'heure relance la mobilisation](#) en rendant publique une déclaration commune. Rappelant que près de 11% des usagé.e.s des banques alimentaires occupaient un emploi, que près de 230 000 Québécois.e.s travaillent au salaire minimum, qu'il faut travailler 7 heures et demie pour simplement se procurer un laissez-passer mensuel pour le transport en commun à Montréal, la Coalition souligne que 21% de la population salariée travaille pour moins de 15\$ de l'heure et qu'il s'agit d'une mesure incontournable de lutte à la pauvreté. Le gouvernement de la CAQ, en bon représentant du patronat devra être contraint à adopter cette mesure, il ne le fera pas de gaieté de coeur. La lutte à la pauvreté est absente de tous les discours de la CAQ depuis son accession au pouvoir.

Nous republions un article paru le 4 octobre 2016 [à propos de l'appui populaire aux mesures de réduction de l'immigration tel que confirmé par un sondage CROP-Radio-Canada](#). L'auteur précise qu'il ne suffit pas de blâmer la campagne médiatique qui a « construit » le problème de l'immigration bien qu'elle soit un facteur. Il rappelle la campagne péquiste de Jean-François Lisée qui faisait sien le discours actuel de la CAQ sur le « *seuil d'immigration trop élevé à 50 000 immigrant.e.s* » Ce même Lisée faisait des sorties contre le burkini, prônait l'interdiction de la burka dans l'espace public et l'abolition des cours d'éthique et cultures religieuses dans les écoles, etc. De plus, il y a le contexte international de montée des droites populistes, les conséquences du climat de guerre et tensions, etc. Puis la question nationale au Québec habilement utilisée par la droite pour opposer le « Nous » au « Eux ». Il conclut en la solution réside dans l'articulation démocratique d'un projet de transformation sociale véritable et d'indépendance nationale du Québec.

Le faible recul de Doug Ford dans sa volonté de couper les budgets à la communauté francophone ontarienne ne ralentit en rien la mobilisation. La Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université joint sa voix à toutes celles qui [appuient le projet d'université francophone à Toronto](#). Le Syndicat canadien de la fonction publique appuie (<http://www.pressegauche.org/Le-SCFP-est-solidaire-des-francophones-du-pays-dans-la-defense-de-leurs-droits>) les mobilisations des francophones en Ontario et aussi au Nouveau-Brunswick où un parti faisant partie de la coalition gouvernementale, le People's alliance, est ouvertement hostile au bilinguisme.

SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Après avoir fait les manchettes des mois durant, le sujet de l'immigration bat un peu de l'aile. Pourtant rien n'est réglé et la situation s'aggrave partout dans le monde. C'est donc le sujet que nous avons retenu cette semaine en l'abordant de différentes façons.

[Néocolonialisme et "crise des migrants" \(II Manifesto\)](#) Dans cet article, l'auteur va directement au coeur du problème de l'immigration : le système social et économique actuel : « *On dissimule ainsi la cause de fond : le système économique qui dans le monde permet à une minorité restreinte d'accumuler de la richesse aux dépens de la majorité croissante, en l'appauvrissant et en provoquant ainsi l'émigration forcée.* » Ensuite, il illustre son propos par la situation en Amérique du Nord et en Europe. Pour l'Amérique du Nord, il note : « *Concernant les flux migratoires vers les États-Unis, le cas du Mexique est emblématique. Sa production agricole s'est écroulée quand, avec le NAFTA (l'accord nord-américain de "libre" commerce), les EU et le Canada ont inondé le marché mexicain avec des produits agricoles à bas prix grâce à leurs propres subventions publiques.* »

[Derrière les caravanes de migrants d'Amérique centrale, des pays à bout de souffle](#) L'auteur mentionne la complexité de la problématique migratoire. Quatre têtes de chapitre explicitent son propos : « *Des relations internationales asymétriques. Une situation de dépendance économique qui perdure. Le cercle vicieux de la pauvreté et de la violence.* Il poursuit en décrivant davantage le flux migratoire : « Dans ce contexte, on observe une forte augmentation des flux migratoires d'Amérique centrale vers les États-Unis à partir les années 1990. Pour donner un ordre d'idée quant à cet accroissement : en 2011, on estimait qu'environ 3,1 millions de personnes nées dans l'un des pays de l'Isthme centraméricain vivaient aux États-Unis et que 35 % étaient entrés sur le territoire étatsunien après l'année 2000. » Il tente aussi de comprendre l'attrait qu'exercent les États-Unis. Il rappelle aussi les différentes formes de caravanes immigrantes qui existe depuis les années 90 et conclut par : « *Il y a là un moment propice pour les associations civiles et religieuses engagées en faveur des migrants au Mexique pour générer un dialogue, participer au processus décisionnel, formuler des demandes et exiger certaines réformes de la part du gouvernement.* »

[Mexique. Migrant-e-s à Tijuana. Clandestins et illégaux](#) L'auteure commence par exposer la situation à Tijuana : « *Au cours des deux dernières semaines, plus de 6000 migrant-e-s d'Amérique centrale sont arrivés à Tijuana, selon le registre officiel. Sur ce total, 2000 sont des femmes, des enfants et des adolescent-e-s. Et le dimanche 25 novembre 2018, après 45 jours de voyage et 11 jours à Tijuana, 500 d'entre eux ont manifesté à la frontière Mexique-Etats-Unis, où ils se trouvent bloqués* »

Mais dans cette petite ville paisible, l'arrivée de personnes migrantes commence à faire des flammèches : « *Une autre manifestation de rejet des migrant-e-s, comptant 200 personnes, a été organisée dimanche 18 novembre par trois agitateurs xénophobes sur les réseaux sociaux : Iván Rievelin, qui se nomme « comandante cobra » ; Paloma Zúñiga, qui porte une casquette avec la légende « Make Tijuana great again », en référence au slogan de Trump ; et Alex Backman, un animateur d'une radio Internet.* » Suit une description des formes de répression que les déclarations du président Trump ne font qu'envenimer. Et l'auteure conclut sur le goulot d'étranglement du désespoir qu'est la frontière mexicaine pour toutes ces personnes migrantes.

« **[Fuir l'enfer pour vivre dans un enfer](#)** » : **[quitter Gaza via le poste frontalier de Rafah](#)** Autre forme de migration : les départs de la Bande de Gaza. Les jeunes ne peuvent plus y vivre : « *Les raisons des départs sont variées. Beaucoup sont des étudiants qui ont obtenu une place dans une université étrangère et même un visa, mais qui n'ont pas pu quitter Gaza, tandis que d'autres voyagent pour travailler ou obtenir un traitement médical. Cependant, certains sont simplement séduits par l'idée d'une opportunité au-delà de la frontière sans avoir rien prévu.* » Pour sortir de Gaza il y a d'abord : « *La seule alternative est le passage frontalier d'Erez, géré par Israël. Officiellement, il est ouvert plus régulièrement, mais à certaines personnes seulement.* Sinon : « *Pour décrire comment ils ont quitté Gaza, les voyageurs en viennent rapidement à parler de tansiq (« coordination »), faisant allusion aux pots-de-vin qui facilitent la traversée du passage de Rafah.* » L'auteur poursuit son article avec une longue description de l'enfer que les personnes migrantes endurent pour sortir de cet autre enfer qu'est Gaza. Un témoignage des plus humains à lire.

Le changement climatique amplifie les migrations mondiales Dans cet article c'est un autre aspect du phénomène migratoire qui est apporté : celui des personnes réfugiées climatiques. « *« Le dérèglement climatique n'est pas en soi créateur de migrations, tempère Alice Baillat, chercheuse à l'Iris (Institut de relations internationales et stratégiques). Mais il est un multiplicateur de menaces. Il vient aggraver les tensions et s'ajouter à d'autres facteurs préexistants. » Ce qui est certain en revanche, c'est que « de plus en plus de personnes sont et seront amenées à se déplacer à cause des conséquences du changement climatique ».* Et voilà la table est mise pour bien comprendre ce nouveau phénomène. on importance est aussi mise en évidence : *« Il y a plus de personnes déplacées par un événement climatique extrême que par un conflit », rappelle pour sa part Oxfam »*

L'analyse du phénomène amène aussi à nuancer les situations, à prendre en compte les événements réels : *« Mais des migrations temporaires peuvent aussi constituer une stratégie d'adaptation au changement climatique, ajoute Daria Mokhnacheva. Lors de la saison aride, les habitants des zones rurales affectées se rendent en ville pour y travailler, puis rentrent chez eux quand la sécheresse se termine. »* Après des analyses de situations concrètes, l'article conclut : *« Le Pacte mondial pour les migrations actuellement en discussion dispose d'un article entier sur les facteurs environnementaux. « Bien sûr, rien de tout cela n'est contraignant, et il n'existe aucun mécanisme juridique global pour protéger ces réfugiés, conclut Alice Baillat. Mais des initiatives régionales, bilatérales se multiplient, et c'est un début. »*

Voilà un rapide tour d'horizon du phénomène migratoire.

Bonne lecture